

COMITÉ DE
RÉPARTITION
DE L'ACTIF AGF

T4-2023

Perspectives trimestrielles et composition du portefeuille modèle

Répartition de l'actif

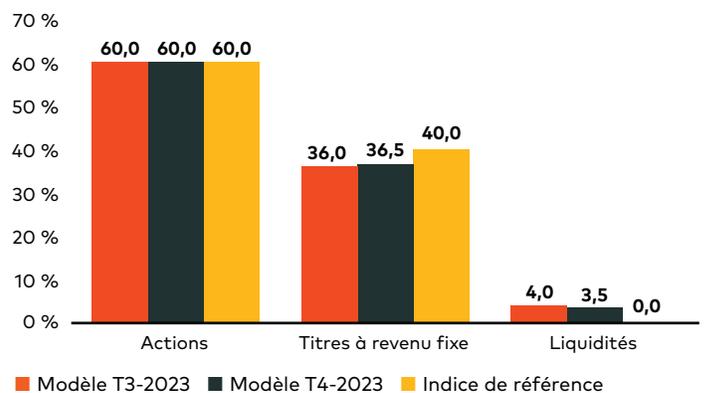
Le Comité de répartition de l'actif AGF continue de préférer les actions aux titres à revenu fixe, même si les pressions inflationnistes s'atténuent et que les perspectives économiques mondiales s'assombrissent.

La croissance économique a continué de surprendre à la hausse au cours de la période visée, car les banques centrales et les marchés continuent de s'adapter aux effets d'une inflation supérieure à la cible. L'activité économique a été suffisamment résiliente au cours du trimestre pour soutenir d'autres majorations de taux effectuées par les banques centrales (quoiqu'à un rythme plus lent), mais la hausse des rendements à long terme a exercé une pression sur les indices boursiers. À court terme, les actions sont plus fébriles, et la croissance devrait ralentir à mesure que les économies ressentent les effets du resserrement des politiques monétaires.

La répartition de l'actif que le Comité a réalisé n'a pas tellement changé par rapport au trimestre précédent. La pondération des actions est établie à 60 %, ce qui est conforme à celle de l'indice de référence. Le Comité sous-pondère toujours les titres à revenu fixe en raison de leur sensibilité aux taux d'intérêt et au resserrement monétaire mondial, attribuable en partie

à l'inflation persistante. Le Comité a légèrement réduit sa pondération des liquidités, à 3,5 %, allouant 50 points de base aux titres à revenu fixe pour saisir des occasions de portage.

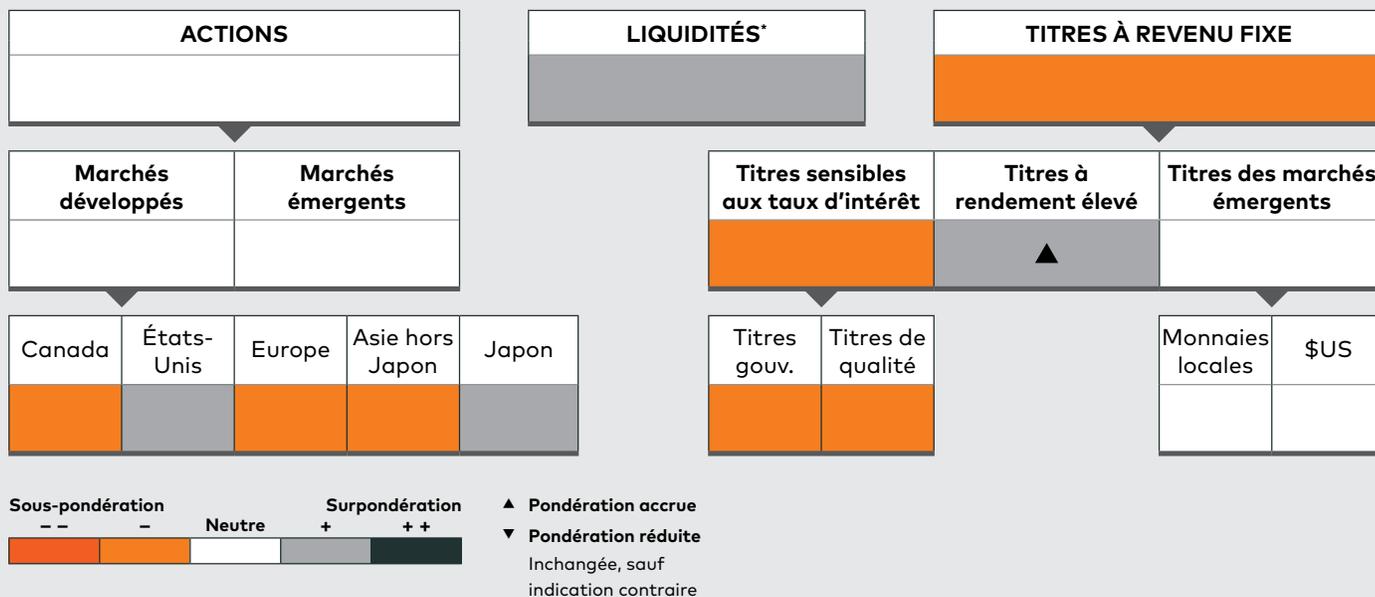
FIGURE 1 : Répartitions de l'actif



Source : Comité de répartition de l'actif AGF, au 30 septembre 2023.

Indice de référence : 10 % indice agrégé Bloomberg – Obligations canadiennes; 25 % indice agrégé Bloomberg – Obligations mondiales; 2,5 % indice de RG Master II Bank of America/Merrill Lynch – Obligations américaines à rendement élevé; 2,5 % indice de RG JP Morgan – Obligations des marchés émergents; 16,5 % indice composé de RG plafonné S&P/TSX; 24,2 % indice de RG S&P 500; 9,3 % indice MSCI Europe; 3,5 % indice MSCI Japon; 1,7 % indice MSCI Pacifique (hors Japon); 4,8 % indice MSCI Marchés émergents.

Perspectives des marchés T3-2023 – reflets dans le portefeuille



Source : Comité de répartition de l'actif AGF, au 30 septembre 2023.

Actions

- Les marchés développés et les marchés émergents sont neutres.
- Les marchés américains demeurent résilients et sont soutenus par la vigueur, quoiqu'affaiblie, de la consommation.
- Le Canada est vulnérable à la diminution des prix des logements et à l'endettement des consommateurs.
- L'Europe continue d'être touchée par les tensions géopolitiques liées à la guerre en Ukraine et aux menaces pesant sur le secteur de l'énergie. La faiblesse du secteur manufacturier et la décélération du secteur des services assombrissent davantage les perspectives économiques de l'Europe.
- Le ralentissement de la croissance mondiale pourrait continuer d'avoir une incidence sur les marchés de la région Asie-Pacifique (hors Japon), contrebalancé en partie par la possibilité de mesures de relance supplémentaires de la part de la Chine.
- L'engagement de la Banque du Japon à l'égard d'une politique expansionniste stimule les perspectives du marché ainsi que les valorisations relatives. De plus, le Japon tire parti de sa forte exposition au secteur manufacturier, en raison de l'adaptation des chaînes d'approvisionnement mondiales et des réformes en cours dans les sociétés.

Titres à revenu fixe

- La persistance de l'inflation, bien que modérée, assombrir toujours les prévisions relatives aux obligations souveraines malgré la récente hausse des taux et le ralentissement de la croissance économique.
- De plus, l'inversion actuelle de la courbe de rendement diminue la possibilité de voir les rendements des obligations à long terme reculer (et les prix remonter) même si l'inflation et la croissance continuent de se refroidir, à moins que les banques centrales n'assouplissent rapidement leurs politiques (ce que nous ne prévoyons pas pour l'instant).
- Les rendements des obligations de sociétés restent intéressants si l'économie évite de sombrer en récession et si les flux de trésorerie se maintiennent. Les écarts restent légèrement inférieurs aux niveaux historiques, ce qui atténue les perspectives, mais ils continuent d'offrir des occasions sur une base relative.
- Les marchés émergents proposent des taux plus élevés, mais restent exposés au ralentissement de la croissance mondiale.

Liquidités

- Notre pondération des liquidités demeure légèrement supérieure à celle de l'indice de référence et continue d'atténuer l'impact de la volatilité. Les rendements des liquidités sont plus élevés en raison de la hausse des taux directeurs.

Répartition des actions

Le Comité conserve sa pondération neutre des actions, car les données économiques, les résultats nuancés et les tensions géopolitiques persistantes maintiennent les risques à un niveau élevé et peuvent exhorter la volatilité tout au long de la période visée. Dans l'ensemble, l'inflation a ralenti d'une année sur l'autre, mais est demeurée élevée par rapport aux niveaux cibles, et la résilience de l'activité économique étaye également la poursuite de politiques monétaires strictes. Malgré tout, les marchés développés et les marchés émergents sont préférés aux titres à revenu fixe.

La Réserve fédérale (*Fed*) et la Banque centrale européenne (BCE) ont poursuivi leur cycle de resserrement à un rythme plus modéré afin de contenir l'inflation élevée tout en cherchant à éviter un ralentissement important de l'activité économique. Les indices boursiers américains ont enregistré des rendements négatifs au cours de la période, le scénario de taux d'intérêt plus élevés plus longtemps ayant commencé à peser sur l'humeur des investisseurs, tandis que le président de la *Fed*, Jerome Powell, a prévenu qu'il faudrait peut-être plus de temps que prévu pour maîtriser l'inflation.

Les actions américaines demeurent surpondérées, car les perspectives économiques restent solides pour le reste de l'année, par rapport à celles d'autres économies développées. La vigueur du marché de l'emploi soutient toujours les dépenses de consommation, un élément clé de l'économie américaine. Certains indicateurs de confiance en ont profité, en s'améliorant en regard de leurs niveaux planchers, ce qui a appuyé les perspectives des actions dans bien des secteurs. Par ailleurs, la croissance des bénéfices a atteint un creux au deuxième trimestre, et les prévisions pour le reste de l'année semblent plus favorables.

Le Comité maintient sa sous-pondération du Canada, car les préoccupations à l'égard du secteur bancaire, la grande morosité du marché de l'habitation et l'endettement élevé des consommateurs continueront d'influer sur l'économie. Les craintes d'une récession se sont accrues après la publication d'un PIB négatif au deuxième trimestre et les indications d'un ralentissement des dépenses de consommation. Sauf en cas de surprise en ce qui concerne les données sur l'inflation, la Banque du Canada devrait prolonger sa pause relativement à la majoration des taux, et attendre que les hausses précédentes se répercutent sur l'économie.

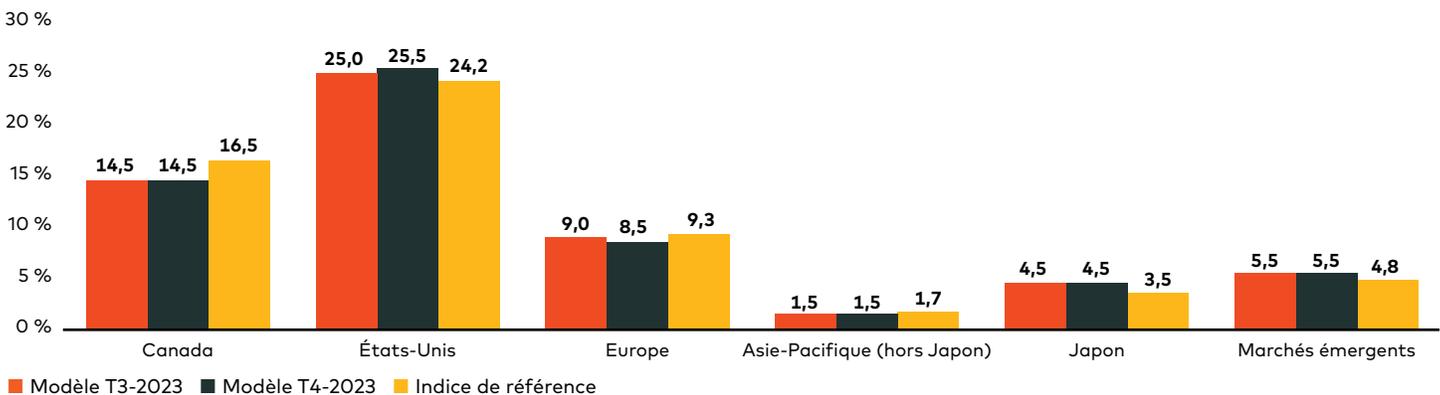
Le Comité maintient sa sous-pondération en Europe. Au cours de la période visée, l'inflation globale a diminué dans

la zone euro, en raison de la baisse des prix de l'énergie et de l'affaiblissement des données manufacturières de l'Italie et de l'Allemagne. Néanmoins, la BCE a continué de resserrer sa politique monétaire, mais a annoncé une longue pause après sa dernière majoration, ayant déterminé que les taux se situaient probablement à un niveau approprié. L'Europe en tant que région est fortement exposée au conflit qui perdure en Ukraine, à la crise énergétique et aux pressions macroéconomiques mondiales. Malgré des valorisations intéressantes sur une base relative, la région demeure aux prises avec des pressions de croissance et des incertitudes géopolitiques.

Le Comité a maintenu sa surpondération du Japon, pays soutenu par les rachats continus d'actions et les importants soldes de trésorerie détenus par les ménages. Le manque de changement important à la politique monétaire de la Banque du Japon d'ici à la fin de l'année devrait permettre de maintenir des conditions financières expansionnistes, tandis que la réorientation continue des flux d'investissement hors Chine pourrait profiter aux actions nippones.

Le Comité maintient également sa sous-pondération des marchés de l'Asie-Pacifique (hors Japon), car le ralentissement de la croissance mondiale et la ténacité de l'inflation continuent d'avoir une incidence sur leurs économies. En Chine, une réouverture décevante, des résultats anémiques quant à la consommation et une hausse du taux de chômage chez les jeunes ont accentué les pressions. La remontée du dollar américain a nui aux marchés émergents au cours de la période. Des mesures de relance économique supplémentaires sont attendues en Chine cette année, mais leur ampleur et leur échéancier restent incertains. Cette situation conforte le Comité dans sa décision de sous-pondérer la région Asie-Pacifique, qui doit composer avec de nombreuses difficultés structurelles et frictions avec le monde occidental. Les bénéfices des titres hongkongais au premier semestre ont déçu et les estimations erronées des révisions garderont probablement les valorisations à des niveaux bas; par conséquent, l'économie mondiale s'est contractée au deuxième trimestre. Les actions australiennes restent chères en termes relatifs; toutefois, l'absence d'inversion de la courbe des taux d'intérêt indique qu'il est possible d'éviter une récession. Cependant, l'économie reste sensible aux taux d'intérêt, car les consommateurs possèdent des hypothèques à taux variables.

FIGURE 2 : Répartition des actions



Source : Comité de répartition de l'actif AGF, au 30 septembre 2023.

Indice de référence : 16,5 % indice composé de RG plafonné S&P/TSX; 24,2 % indice de RG S&P 500; 9,3 % indice MSCI Europe; 3,5 % indice MSCI Japon; 1,7 % indice MSCI Pacifique (hors Japon); 4,8 % indice MSCI Marchés émergents.

Répartition des titres à revenu fixe

Le Comité maintient sa sous-pondération des titres à revenu fixe, même si la croissance économique mondiale ralentit, le rythme du resserrement monétaire des banques centrales s'atténue et les données liées à l'inflation de base diminuent. Bien que le risque d'une récession n'ait pas disparu, le Comité estime qu'il a été reporté pour le moment, car la forte croissance du taux d'emploi a contribué à stimuler les dépenses de consommation, et la vigueur des données économiques en a surpris plus d'un aux États-Unis. De plus, la sous-pondération des titres à revenu fixe par le Comité est attribuable à l'inflation toujours élevée et au resserrement continu des politiques monétaires des banques centrales.

Les marchés obligataires mondiaux ont été malmenés au troisième trimestre. Les rendements à court terme ont poursuivi leur tendance à la hausse et atteint de nouveaux sommets depuis le début du trimestre. Toutefois, une remontée importante des rendements à long terme vers la fin du trimestre a occasionné une accentuation relative de la courbe de rendement (c.-à-d. moins d'inversion).

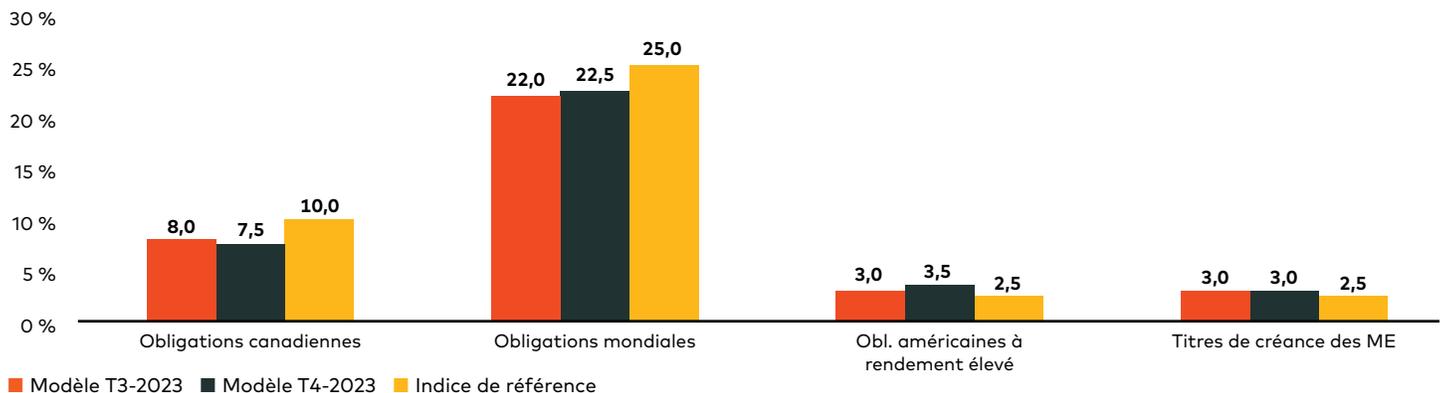
Le Comité a rehaussé la pondération des obligations américaines à rendement élevé à un niveau légèrement supérieur à neutre, car il s'attend à ce que les marchés évoluent encore dans un contexte de taux plus élevés plus longtemps, ce qui s'avère propice au marché de « détachement des coupons » des obligations à rendement élevé, tandis que les conditions économiques solides sont susceptibles de maintenir les taux de défaillance à un niveau raisonnable. Les écarts de rendement des marchés émergents devraient se creuser avec le ralentissement de la croissance, surtout si la Chine ne prend pas de mesures

de relance supplémentaires – ce qui donnera lieu à des occasions d'achat à la fin de 2023 ou au début de 2024. Les perspectives à l'égard des obligations des marchés émergents demeurent neutres, sans préférence pour les obligations libellées en dollars américains ou en monnaies locales. Les marchés émergents restent confrontés à des tensions géopolitiques et inflationnistes, ce qui soutient les perspectives neutres du Comité.

Le Comité sous-pondère les obligations d'État canadiennes et mondiales en raison de caractéristiques risque-rendement défavorables, amplifiées par l'humeur des investisseurs, l'inflation élevée et persistante et la fermeté des banques centrales. Les catégories sensibles aux taux d'intérêt, notamment les obligations souveraines et les obligations de qualité, demeurent sous-pondérées par rapport à l'indice de référence, car l'inflation tenace pourrait entraîner une nouvelle baisse des cours.

Le Comité continue de surpondérer légèrement les liquidités en regard de l'indice de référence, bien que leur ventilation ait été un peu réduite à l'avantage des titres à revenu fixe. Les liquidités procurent toujours au portefeuille une protection contre la volatilité. Les taux d'intérêt sont particulièrement intéressants à l'heure actuelle, surtout en raison de la perspective d'autres resserrements des politiques monétaires des banques centrales. Le Comité demeure également ouvert à l'utilisation de placements non traditionnels dans les portefeuilles. Des placements non traditionnels sont inclus afin d'améliorer la diversification et le profil risque-rendement.

FIGURE 3 : Répartition des titres à revenu fixe



Source : Comité de répartition de l'actif AGF, au 30 septembre 2023.

Indice de référence : 10 % indice agrégé Bloomberg – Obligations canadiennes; 25 % indice agrégé Bloomberg – Obligations mondiales; 2,5 % indice de RG Master II Bank of America/Merrill Lynch – Obligations américaines à rendement élevé; 2,5 % indice de RG JP Morgan – Obligations des marchés émergents.

Revue de l'économie – T3-2023

Les perspectives économiques mondiales sont demeurées assez résilientes au troisième trimestre, malgré l'important resserrement monétaire mis en place par la Fed. Au début du trimestre, l'optimisme a été alimenté par des données économiques positives aux États-Unis et des grands progrès en matière d'inflation d'une année sur l'autre.

Au début du troisième trimestre, les indices boursiers américains ont poursuivi leur tendance à la hausse, les échos d'une récession ayant été repoussés à 2024. Toutefois, vers la fin du trimestre, les actions se sont dépréciées vu la montée des rendements obligataires et de l'incertitude quant aux perspectives pour 2024. En dépit de bénéfices et de prévisions solides des géants technologiques liés à l'IA, comme Nvidia, la reprise de l'IA s'est quelque peu calmée, les investisseurs étant de plus en plus préoccupés par les valorisations. Le secteur de l'énergie a remplacé celui de la technologie en tant que secteur le plus rentable pour le trimestre, son rendement relatif ayant plus que triplé par rapport à celui de la technologie, mesuré par le rendement de l'indice de RG S&P 500 – Énergie. À la fin du troisième trimestre, la divergence entre les rendements de l'indice S&P 500 et ceux de l'indice S&P 500 équilibré a continué de se creuser. L'indice S&P 500 équilibré comprend les mêmes actions que l'indice S&P 500 pondéré en fonction de la capitalisation, mais chaque

action reçoit une pondération fixe de 0,2 %. Malgré le recul des titres technologiques, qui aurait dû contribuer à la réduction de l'écart, d'autres secteurs du marché ont également connu des difficultés; ainsi, le marché continue d'évoluer en fonction d'un nombre restreint de chefs de file. La divergence depuis le début de l'année est restée importante au troisième trimestre, l'indice pondéré en fonction de la capitalisation ayant surclassé de plus de 11 % l'indice équilibré.

L'économie américaine a progressé de 2,1 % au deuxième trimestre de 2023, contre une prévision avancée de 2,4 %, à la suite d'une révision à la baisse en août. De plus, les dépenses de consommation ont été révisées à la baisse, soit une croissance de 0,8 % par rapport aux attentes précédentes de 1,7 %, ce qui indique un affaiblissement potentiel de la vigueur de la consommation. Le taux de chômage a évolué dans une fourchette restreinte tout au long de l'année, mais il a terminé le trimestre en hausse à 3,8 %, son niveau le plus élevé depuis le premier trimestre de 2022. L'inflation globale est redescendue à 3 % d'une année sur l'autre en juin, son résultat le plus bas des deux dernières années. Toutefois, elle s'est de nouveau exacerbée récemment, terminant le mois d'août à 3,7 %, car les prix de l'énergie ont fortement grimpé. Après une pause prudente en juin, la Fed a relevé le taux des fonds fédéraux de 25 points de base, passant de 5,25 % à 5,50 %, lors de sa réunion de juillet, poussant les coûts

d'emprunt à la hausse, alors que l'activité économique est restée résiliente et que les pressions inflationnistes se sont intensifiées.

L'économie canadienne s'est contractée de -0,2 % au deuxième trimestre, le manque d'activité sur le marché de l'habitation ayant pesé sur l'économie, tout comme la faiblesse de la consommation de services. Divers facteurs environnementaux et sociaux ont également contribué à ce résultat décevant, y compris les incendies de forêt qui ont réduit la production de pétrole et de gaz, et les grèves dans les ports de la C.-B. En raison de la dégradation des perspectives économiques au Canada, le dollar canadien a enregistré un rendement inférieur à celui du dollar américain au troisième trimestre, malgré la position relativement ferme de la Banque du Canada (BdC).

L'inflation globale du Canada s'est ravivée après avoir touché un creux en juin, et la BdC a décidé de relancer son cycle de hausse au début du trimestre, en augmentant son taux de 25 points de base en juillet pour le porter à 5 %. Après avoir atteint un plancher de 2,8 % en juin, l'inflation a lentement remonté pendant l'été, atteignant 4 % en août. La persistance des prix élevés sous-jacents des aliments et l'augmentation des coûts du logement, ainsi que la récente flambée des prix de l'énergie, ont contribué à la réaccélération de l'inflation canadienne d'un mois sur l'autre au cours du trimestre.

La Banque du Japon (BdJ) a laissé sa politique inchangée au cours du trimestre, réitérant ses prévisions de modération de l'inflation, malgré des résultats plus élevés que prévu en août. En revanche, la BdJ est préoccupée par la faiblesse relative du yen, mais elle a constaté une légère amélioration des investissements fixes des sociétés, de l'emploi et des revenus, ainsi que de la consommation. Ces facteurs laissent entrevoir la possibilité d'un ajustement de la politique monétaire plus tard dans l'année, mais aucune annonce formelle n'a encore été faite.

Dans la zone euro, l'activité économique est restée atone, la hausse des taux d'intérêt ayant commencé à affecter l'activité industrielle. Les données manufacturières allemandes ont continué de décevoir, tandis que l'indice des surprises économiques Citi de la zone euro a affiché des résultats négatifs au cours du trimestre. Néanmoins, la donnée la plus négative datait du début juillet, avec une tendance à la hausse jusqu'à la fin du trimestre. La croissance réelle des salaires a été positive, aidant les ménages à faire face à l'augmentation du coût de la vie

et des taux d'intérêt, tandis que les dépenses budgétaires ont étayé la demande agrégée.

La reprise attendue de l'économie chinoise a été une fois de plus repoussée, car les résultats décevants quant au taux de chômage ont continué d'affecter la deuxième économie mondiale au début du trimestre, incitant les autorités à interrompre la publication des données sur le chômage chez les jeunes. Le secteur de l'immobilier éprouve toujours des difficultés, les prix des logements neufs ayant connu en août la baisse la plus rapide en dix mois, malgré plusieurs mesures politiques visant à soutenir l'investissement immobilier. En août, les données ont toutefois commencé à montrer des signes de stabilisation, la consommation et les exportations ayant augmenté, tout comme les investissements en actifs fixes.

Les économies des marchés émergents ont fait preuve d'une vigueur relative par rapport à certains marchés développés, tandis que l'inflation a eu tendance à diminuer, notamment dans les pays d'Amérique latine, ce qui a incité les banques centrales du Brésil, du Pérou et du Chili à commencer à réduire leurs taux au troisième trimestre. Tout en défavorisant les monnaies locales par rapport au dollar américain, les obligations se sont redressées grâce à l'activité économique positive et à la baisse de l'inflation. Les restructurations de dette au Sri Lanka, au Ghana et en Zambie ont progressé au cours du trimestre et pourraient être résolues d'ici à la fin de l'année. De plus, la banque centrale de Turquie a signalé un retour possible à une politique monétaire plus conforme après avoir relevé les taux d'intérêt en septembre.

En général, les tendances désinflationnistes du deuxième trimestre se sont poursuivies, bien qu'une flambée des prix de l'énergie ait entraîné une hausse du taux d'inflation d'un mois sur l'autre au troisième trimestre. L'inflation devrait poursuivre sa décélération au cours des prochains mois, à mesure que le coût du logement diminue aux États-Unis, mais nous restons vigilants quant au risque d'une résurgence, car les effets de base d'une année mobile sur l'autre s'épuisent. De plus, les décideurs prévoient que l'inflation restera supérieure à la cible au cours des prochaines années, tandis que l'économie a fait preuve d'une résistance surprenante face à des taux plus élevés. Par conséquent, la barre demeure assez haute pour que les banques centrales réduisent les taux d'intérêt à court terme, à moins que le profil de croissance ne se détériore considérablement en raison d'événements mondiaux imprévus.

Comité de répartition de l'actif AGF

Le Comité de répartition de l'actif AGF est formé de professionnels chevronnés en matière d'investissement, spécialisés dans divers secteurs des marchés mondiaux des obligations et des actions. Chacun donne son point de vue sur les risques et les occasions, formulant les perspectives pertinentes à ses catégories d'actif respectives, pour obtenir une répartition de l'actif optimale. Cette approche descendante permet d'orienter les pondérations pour certains portefeuilles AGF. Le positionnement décrit dans le présent document peut ne pas s'appliquer à tous les produits ou services offerts par AGF.



Pour de plus amples renseignements sur le Comité de répartition de l'actif AGF, visitez le site [AGF.com](https://www.agf.com).

Sauf indication contraire, toutes les données sont tirées de Bloomberg ou de Placements AGF au 30 septembre 2023.

Des commissions de vente, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais peuvent être associés aux fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur ne se reproduira pas nécessairement.

Les commentaires que renferme le présent document sont fournis à titre de renseignements d'ordre général disponibles au 30 septembre 2023 et ne devraient pas être considérés comme des conseils exhaustifs en matière de placement applicables à la situation d'une personne en particulier. Nous avons pris les mesures nécessaires pour nous assurer de l'exactitude de ces commentaires au moment de leur publication, mais cette exactitude n'est pas garantie. Les conditions du marché peuvent changer et Placements AGF n'accepte aucune responsabilité pour des décisions de placement prises par des individus et découlant de l'utilisation ou sur la foi des renseignements contenus dans ce document.

Les placements peuvent changer et ne représentent pas tous les titres achetés, vendus ou recommandés pour le portefeuille. Il ne faut pas supposer que les placements dans les titres mentionnés ont été ou seront rentables et ces références ne doivent pas être considérées comme des recommandations de Placements AGF.

Le présent document peut contenir des renseignements prospectifs qui reflètent nos attentes ou nos prévisions actuelles d'événements futurs. Les renseignements prospectifs sont intrinsèquement assujettis, entre autres, aux risques, aux incertitudes et aux hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans le présent document.

Le document est présenté à des fins d'information générale et d'éducation seulement. Il ne s'agit pas d'une recommandation concernant un produit, une stratégie ou une décision de placement en particulier, et le document ne vise pas à suggérer de prendre une mesure quelconque ou de s'en abstenir. Il ne vise pas à répondre aux besoins, à la situation et aux objectifs d'un investisseur en particulier. Ces renseignements ne constituent pas des conseils fiscaux ou juridiques. Les investisseurs devraient consulter un conseiller financier ou un fiscaliste avant de prendre des décisions concernant l'investissement, la finance ou l'impôt.

Les renseignements fournis par MSCI sont réservés à un usage interne. Ils ne peuvent être reproduits ni rediffusés sous quelque forme que ce soit et ne peuvent être utilisés pour créer des instruments, des produits ou des indices financiers. Aucun des renseignements fournis par MSCI n'est destiné à constituer un conseil d'investissement ni une recommandation en faveur (ou en défaveur) d'un type de décision d'investissement et ils ne peuvent être utilisés comme tels. Les données et les analyses antérieures ne doivent pas être considérées comme l'indication ou la garantie d'une analyse, d'une prévision ou d'une prédiction du rendement futur. Les renseignements sont fournis par MSCI « en l'état » et leur utilisateur assume l'entière responsabilité de l'usage qu'il en fait. MSCI, chacune de ses filiales ainsi que chaque personne participante ou liée à la collecte, à la saisie ou à l'élaboration de renseignements de MSCI (collectivement, les « Parties MSCI ») se dégagent expressément de toute responsabilité (notamment en termes d'originalité, d'exactitude, d'exhaustivité, de pertinence, de non-violation, de qualité marchande et d'adéquation à un usage particulier) en ce qui concerne ces renseignements. Sans préjudice de ce qui précède, une Partie MSCI ne peut en aucun cas être tenue responsable au titre de dommages directs, indirects, particuliers, collatéraux, punitifs, consécutifs (y compris, sans s'y limiter, la perte de bénéfices) ou de toute autre nature. (www.msci.com).

« Bloomberg® » de même que l'indice agrégé Bloomberg – Obligations canadiennes et l'indice agrégé Bloomberg – Obligations mondiales sont des marques de service de Bloomberg Finance L.P. et de ses sociétés affiliées, y compris l'administrateur de l'indice Bloomberg Index Services Limited (« BISL ») (collectivement « Bloomberg »). Ces marques ont été concédées sous licence aux fins de certaines utilisations par La Société de Gestion AGF Limitée et ses filiales. Bloomberg n'est pas affiliée à La Société de Gestion AGF Limitée ou à ses filiales et elle ne donne ni approbation, ni appui, ni examen, ni recommandation à l'égard des portefeuilles et du Groupe de Fonds AGF. Bloomberg ne garantit pas la pertinence, l'exactitude ou l'exhaustivité des données ou renseignements relativement aux portefeuilles et au Groupe de Fonds AGF.

Placements AGF est un groupe de filiales en propriété exclusive de La Société de Gestion AGF Limitée, un émetteur assujéti au Canada. Les filiales faisant partie de Placements AGF sont Placements AGF Inc. (« PAGFI »), AGF Investments America Inc. (« AGFA »), AGF Investments LLC (« AGFUS ») et AGF International Advisors Company Limited (« AGFIA »). AGFA et AGFUS sont inscrites aux États-Unis à titre de conseillers. PAGFI est inscrite à titre de gestionnaire de portefeuille auprès des commissions de valeurs mobilières à travers le Canada. AGFIA est réglementée par la Central Bank of Ireland et est inscrite auprès de l'Australian Securities & Investments Commission. Les filiales de gestion de placements d'AGF gèrent plusieurs mandats comprenant des actions, des titres à revenu fixe et des éléments d'actif équilibrés.

^{MD MC} Le logo « AGF » et toutes les marques associées sont des marques déposées ou des marques de commerce de La Société de Gestion AGF Limitée et sont utilisés aux termes de licences.

Le présent document ne peut être ni reproduit (en totalité ou en partie), ni transmis, ni rendu accessible à quelque personne que ce soit sans l'autorisation écrite préalable de Placements AGF.

Date de publication : le 9 novembre 2023.